

LA FORCE DE LA PAIX



ONUCI

Volume 2 - N° 051

Septembre 2010



Avançons sur la route de la paix

CERTIFICATION DE LA LISTE ELECTORALE DEFINITIVE

CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL : UN BOND QUALITATIF POUR LE PROCESSUS ELECTORAL

« Conformément au mandat de certification que m'a confié le Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de certifier d'une façon explicite la liste définitive des 5 725 720 électeurs inscrits pour les prochaines élections ». Par cette importante déclaration, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J Choi, traduit, le vendredi 24 septembre 2010, l'adhésion et l'appui de la communauté internationale à la dynamique consensuelle, enclenchée depuis le début du mois, pour la validation de la liste électorale définitive.

Ce moment solennel est précédé d'une accélération de l'histoire du processus électoral ivoirien et d'un bond qualitatif pour le processus de paix en général. Ainsi, dès le 6 septembre 2010, les principaux acteurs politiques affichent leur adhésion à la liste électorale définitive.

Le 9 septembre, le Président ivoirien, Laurent Gbagbo, renforce l'espoir en signant le décret autorisant la délivrance des cartes nationales d'identité aux 7, 725. 720 ivoiriens figurant sur la liste électorale. Un pas historique vient d'être franchi pour des millions de personnes dont certaines étaient sans papiers depuis près de dix ans et n'attendaient qu'une chose : avoir une identité.

La liste électorale définitive dans sa version électronique est remise le 11 septembre au Président Gbagbo, au cours d'une cérémonie chargée d'émotion au regard des années de crise traversées par la Côte d'Ivoire, en raison de la question de l'identité qui a empoisonné la vie politique et sociale du pays.

Le 16 septembre, la Commission électorale indépendante (CEI) annonce la date d'ouverture de la campagne électorale fixée au 14 octobre à minuit.

Le 21 septembre, 2010, le 7e Cadre Permanent de Concertation (CPC) « entérine la date du 31 octobre 2010, et encourage tous les acteurs à poursuivre leurs efforts dans le dialogue et dans un esprit consensuel, afin de réaliser les dernières étapes du processus électoral devant aboutir à l'organisation du premier tour de l'élection présidentielle ». Le CPC souhaite par ailleurs que les partis politiques et les candidats se conforment au strict respect du Code de Bonne Conduite signé le 24 avril 2008 et s'engagent « à mener une campagne électorale dans un climat apaisé ».

Le décor est planté : La Côte d'Ivoire vient de faire un grand pas vers l'élection présidentielle. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, salue la certification de la liste électorale définitive par son représentant spécial. Il « exhorte tous les acteurs politiques ivoiriens à consolider leurs efforts sur la base de ce consensus afin de maintenir un environnement pacifique avant, pendant et après les élections, de façon à conclure ce processus rapidement et dans le calme ».

L'occasion de la certification explicite de la liste électorale définitive est également le lieu pour Y J Choi de souligner l'esprit de consensus qui prévaut entre les protagonistes ivoiriens dans la recherche de la paix. Un esprit qui ouvre la voie du scrutin présidentiel du 31 octobre 2010.

Pour concrétiser ces élections, il s'agit de rester mobilisé, de redoubler d'efforts, afin de contribuer à accomplir les importantes tâches logistiques qui restent car « les défis à surmonter ne doivent pas être sous-estimés » prévient le Chef de l'Opération des Nations Unies. Y. J Choi en dénombre neuf à relever pour le respect de l'échéance du scrutin présidentiel fixé au 31 octobre 2010. Parmi ceux-ci : trouver une solution à la question des

lieux de vote à ciel ouvert (plus de 3000), recruter et former les agents de distribution des cartes nationales d'identité et des cartes d'électeur, finaliser par la CEI la carte électorale de Côte d'Ivoire et obtenir la signature de décrets afférant au processus électoral par le Chef de l'Etat. Assurance est donnée que la distribution du sésame (cartes nationales d'identité et cartes d'électeur) commencerait au début du mois d'octobre à travers une opération couplée.

Sollicitée pour son appui logistique et technique, l'ONUCI, dans la fidélité à ses engagements et à son mandat, apporte sa contribution habituelle. La mission onusienne offre de transporter les cartes nationales d'identité et les cartes d'électeur jusqu'aux lieux de vote pour la région d'Abidjan Lagunes et pour le district de Bouaké. Pour les autres destinations, le transport doit se faire jusqu'aux départements « pour que les cartes soient disponibles à l'ensemble des populations avant les élections ».

Le chef de la mission onusienne poursuit également ses consultations avec les acteurs politiques ivoiriens, participe à des réunions décisionnelles avec les structures techniques en charge de ce volet, montre toute sa disponibilité et prête une oreille attentive pour éviter tout blocage.

Son leitmotiv est le même : maintenir un environnement électoral apaisé avant, pendant et après le vote pour une acceptation du résultat du scrutin par tous. Des élections crédibles constituent le seul gage d'un retour à la normalité pour la Côte d'Ivoire. Il s'agit aujourd'hui pour les Ivoiriens et les Ivoiriennes de prendre rendez-vous avec l'histoire de leur pays.

Y. J. CHOI DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ : « LA LISTE ÉLECTORALE EST ÉQUILBRÉE, SOLIDE ET CRÉDIBLE »

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé le 28 septembre, le déploiement de 500 militaires et policiers supplémentaires dans le cadre de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), portant l'effectif de ses casques bleus à environ 9000 hommes, suite à la présentation du rapport du Secrétaire général des Nations unies.

Cette décision vise à renforcer la capacité de la Mission à mieux appuyer la sécurisation des élections. Les membres du Conseil de sécurité ont, dans une déclaration, félicité « les parties concernées ivoiriennes » à propos de l'adoption de la liste électorale définitive, certifiée explicitement le 24 septembre par M. Choi. Cette liste est équilibrée, solide et crédible, a-t-il souligné à l'attention de tous les acteurs et partenaires rencontrés sur place dans le cadre de ses consultations à la veille de la certification.

Le Chef de l'ONUCI a, à cette occasion, salué le consensus qui s'est dégagé autour de l'établissement de la liste électorale définitive. A leur tour, les ambassadeurs accrédités en Côte d'Ivoire, avec à leur tête le Nonce apostolique, Ambroise Madhta, doyen du corps diplomatique, ont exprimé leur soutien à M. Choi pour aller de l'avant avec courage et relever les derniers défis du processus électoral.

Dans le même esprit, les représentants des candidats ont exprimé leur satisfaction pour le travail du Chef de l'ONUCI tout le long du processus de certification. Ils ont fait part de leurs préoccupations sur des sujets comme la sécurisation des bureaux de vote et la sécurité des candidats ainsi que l'accès équitable aux médias d'Etat.

Les membres de la société civile, ont quant à eux, exprimé leur accord avec M. Choi, indiquant que toutes les conditions avaient été réunies pour la certification de la liste électorale définitive. « Nous sommes sur la même longueur d'onde et nous en sommes satisfaits », a noté le Coordonnateur national de la



Convention de la Société Civile, Patrick NGouan. A tous, M. Choi a rappelé les défis restant dans le chronogramme du processus électoral et souhaité que tout se passe dans le calme et la sérénité. La liste électorale définitive, comme l'a souligné le Représentant spécial, est une avancée majeure dans le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire car, a-t-il souligné, en plus de résoudre la crise identitaire dans le pays, elle va permettre à des millions d'Ivoiriens de recevoir pour la première fois, leur carte d'identité.

A ce sujet, M. Choi a exprimé les remerciements du Secrétaire général des Nations Unies, Ban ki-Moon, au Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, pour son rôle clé dans la réalisation de la production de la liste électorale définitive. « Sans le rôle crucial du Facilitateur, le Secrétaire général ne croit pas que nous aurions pu avoir cette liste », a indiqué le Chef de l'ONUCI. Avec le Président Compaoré, M. Choi a examiné les défis du processus électoral.

Il s'agit notamment des défis d'ordre logistique et technique. « L'ONUCI a la responsabilité de transporter environ 12 millions de cartes d'électeur et d'identité à partir d'Abidjan jusqu'aux 415

commissions locales », a noté M. Choi. La deuxième tranche de distribution, a-t-il ajouté, sera assurée par la Commission électorale indépendante (CEI) avec l'appui des agences du système des Nations Unies notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour les projets (UNOPS), des communes jusque dans les villages.

M. Choi a également relevé la nécessité d'établir les 11 000 lieux de vote. Il a assuré que l'ONUCI allait, plus que jamais, travailler étroitement avec la CEI, ainsi qu'avec le Représentant du Facilitateur en Côte d'Ivoire, Boureima Badini, en vue de relever tous les défis auxquels est confronté le processus électoral. « Notre rôle est d'accompagner les instances nationales dans le processus de sortie de crise et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir afin que la date du 31 octobre soit respectée », a soutenu M. Choi.

A ce propos, il a rappelé que la mission allait mobiliser ses moyens et utiliser ses ressources afin que tout se passe comme prévu. Avant même la réception des documents, l'ONUCI avait actualisé son plan d'appui au processus électoral et réfléchi à un plan B en cas de difficultés opérationnelles des structures impliquées dans les opérations de distribution du matériel électoral, comme l'a révélé M. Choi lors de la cérémonie de certification de la liste électorale définitive.

Le groupe des observateurs internationaux a, pour sa part, appelé à une bonne coordination des opérations, notamment le transport des documents électoraux, le recrutement et la formation des agents électoraux. Le Premier Secrétaire de l'Ambassade du Japon en Côte d'Ivoire, Ono Tomoyuki, a appelé chaque partie à jouer sa partition pour respecter les délais prescrits dans le chronogramme, à l'issue de la rencontre du groupe au siège de l'ONUCI.

Par Juliette Mandan Amantchi

Journées de l'ONUCI

LE SECOND CYCLE DES JOURNÉES DE L'ONUCI A DÉBUTÉ À ARRACH, DANS LE MORONOU

La première étape du second cycle des Journées de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (JDO) s'est déroulée du 15 au 18 septembre 2010 à Arrah, à 192 km au nord-est d'Abidjan.

La première étape du second cycle de ces JDO a été marquée par trois faits majeurs : la présence du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey ; La remise d'un chèque de 11 millions de francs CFA au Préfet d'Arrah pour la réhabilitation du marché de la ville dans le cadre des projets à impacts rapides de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et les consultations juridiques.

Au cours de la première journée, M. Ngokwey, devant une foule nombreuse et les autorités locales, avec à leur tête le Préfet Benoît Yao Kouakou, venus l'accueillir, a exprimé sa reconnaissance à une population qui a montré autant d'intérêt aux activités de la mission onusienne. « C'est le signe d'un nouveau partenariat entre l'ONUCI et les populations », a-t-il souligné.

Définissant le sens de ces journées dans la cour du roi Tehoua II, qui recevait la délégation onusienne, M Ngokwey a indiqué qu'elles s'inspiraient de la charte des Nations-Unies. « La charte des Nations Unies commence par « nous, les peuples... Les Nations Unies, c'est la rencontre de peuples divers. C'est un rapport de peuple à peuple. C'est la raison de notre présence à Arrah », a-t-il dit.

La journée du 15 septembre 2010 a débuté par des consultations médicales gratuites au bénéfice d'un demi-millier de personnes venues de divers villages de la commune d'Arrah. Les équipes médicales ont été dirigées conjointement par la Capitaine Kenou Egnonam du bataillon togolais et le Docteur Fateh Ali Hasan de la police spéciale bangladaise de Bouaké.



Le Représentant spécial adjoint, Ndolamb Ngokwey © UN / ONUCI

L'après-midi a été consacré à des ateliers thématiques animés par des partenaires traditionnels de l'ONUCI, notamment les chefs traditionnels, les femmes et les jeunes. Les différents groupes ont eu à réfléchir sur leur engagement en faveur d'un environnement électoral apaisé.

Le lendemain, 16 septembre, le traditionnel forum d'échanges des Journées de l'ONUCI s'est déroulé sur l'esplanade du Centre culturel Henri Konan Bédié de Arrah où un cheque de 11 millions de francs CFA a été remis par M. Ngokwey au Préfet.

Selon le Représentant spécial-adjoint, ce chèque est la contribution de l'ONUCI au développement de la localité. Les autorités politiques et administratives ont promis de tout mettre en œuvre pour une exécution rapide des travaux des trois préaux prévus pour le marché.

Par ailleurs, les femmes, les jeunes et les chefs traditionnels ont rendu les résultats de leurs travaux en ateliers tenus la veille, sur leurs contributions respectives à un environnement électoral apaisé dans leur localité au cours du forum qui a débuté par le

plantant d'arbre et la pose de la première pierre de la construction des trois préaux du marché.

La première étape du deuxième cycle des JDO, qui a pris fin le 18 septembre 2010 par des activités sportives et culturelles, a permis à L'ONUCI de montrer sa détermination à contribuer au développement de la Côte d'Ivoire.

Dans la région du Moronou à laquelle appartient Arrah, le Conseil général a réalisé des infrastructures sociales grâce à l'appui financier de l'ONUCI.

La mission a en effet réhabilité neuf classes dans les écoles primaires et publiques de Diekabo et Nguinou, en 2007, ainsi que le bloc opératoire de l'hôpital général de Bongouanou, en 2008.

Le premier cycle des JDO avait eu lieu de décembre 2009 à juin 2010 dans dix localités. Ces journées ont pour objectif de permettre à l'ONUCI de faire connaître sa mission, mais aussi d'écouter la population, de la comprendre, et de la sensibiliser sur l'importance pour tous de contribuer à un environnement électoral apaisé.

Par Michel Man

LE HCR ET SES PARTENAIRES OFFRENT DES KITS SCOLAIRES AUX ELEVES REFUGIES DU DEPARTEMENT DE GUIGLO



Les élèves réfugiés de Guiglo en compagnie de leurs maîtresses © UN / ONUCI

Ce sont 122 kits scolaires allant du cycle primaire au secondaire (du CP1 à la 3ème) qui ont été remis à 71 élèves réfugiés libériens inscrits dans le système éducatif ivoirien et à 51 élèves ivoiriens issus de familles démunies du département de Guiglo par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires.

C'était lors d'une cérémonie organisée, le 23 septembre à la salle des fêtes de la mairie de la ville.

S'adressant pour l'occasion aux autorités, aux parents et aux élèves venus nombreux, Tane Bamba, chef de Bureau HCR-Guiglo a rappelé que ce don, qui entre dans le cadre de la réalisation du programme d'intégration locale des réfugiés, traduit aussi les multiples missions sociales du HCR dans la région.

Il a aussi exprimé sa reconnaissance à l'ONG humanitaire catholique CARITAS et le Service d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides (SAARA) qui interviennent dans la mise en œuvre des programmes du HCR.

Pour sa part, le Secrétaire Général de la préfecture a remercié les donateurs et a exhorté les élèves à continuer de bien travailler à l'école afin de toujours mériter leur confiance.

Abou Flomo, Rose Gbocho, Déborah Davis, élèves libériens en classe de 6ème et 5ème au Lycée Moderne de Guiglo sont parmi les heureux bénéficiaires. « Nous disons merci au HCR pour avoir soulagé financièrement nos parents à cette rentrée scolaire » se sont-ils exprimés, sourire aux lèvres.

Il faut préciser que l'agence des Nations Unies intervient régulièrement au bénéfice des populations des régions du Moyen- Cavally et des 18 Montagnes.

Parmi les réalisations du HCR, on peut citer l'électrification du quartier Nicla, le don d'ambulances aux centres hospitaliers régionaux de Guiglo et de Toulépleu, le périmètre de reboisement réalisé à Bloléquin et la réhabilitation du centre de protection maternelle et infantile à Guiglo.

OUVERTURE

GENTRE DE DOCUMENTATION ET DE CARRIERE (Career Resource Center)

Du Lundi au Vendredi, de 14 :00 a 17:00

Un lien sera bientôt disponible sur l'intranet
[http://intranet.onucl.org/](http://intranet.onucl.org)

Pour plus d'informations, contacter le 8522,
ou envoyer un mail à crcc@onucl.org

CÉLÉBRATION MULTIFORME DE LA JOURNÉE DE LA PAIX À TRAVERS LA CÔTE D'IVOIRE

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), les agences du système des Nations Unies, l'Union Africaine (UA), autorités administratives, élus politiques, jeunes, femmes et autres membres de la société civile, se sont unis le 21 septembre pour célébrer la paix dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire à travers des tables-rondes, des activités sportives et des activités culturelles.

A Abidjan, la Journée Internationale de la Paix a été célébrée conjointement par l'ONUCI et l'UA au siège de la mission.

Après la cérémonie officielle, une centaine de participants ont réfléchi toute l'après-midi autour d'un thème : Jeunesse, Paix et Développement ; Paix = Futur. Le Représentant spécial Adjoint Principal du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, Abou Moussa, après avoir lu le message du Secrétaire général des Nations Unies, a demandé aux jeunes d'être porteurs de vertus telles que le fair-play, le dépassement de soi et la tolérance dans cette période électorale. " Le gagnant des élections n'est pas une personne mais la Côte d'Ivoire entière ", a-t-il ajouté.

Marie M'Boundzi de l'UA a, à son tour, lu le message spécial pour la journée du président de la commission de l'UA. Elle a estimé que cette commémoration conjointe consolidait et rendait plus visible le partenariat pour la paix vécu au quotidien.

Le Ministre de la Jeunesse, du Sport et de la Salubrité publique, Théodore Mel Eg, a, pour sa part, exhorté les Ivoiriens en général et la jeunesse en particulier à ôter de leurs esprits et de leurs cœurs la haine, la division, le mépris et tous les sentiments funestes qui les accompagnent.

A Divo, ville située à 200 km au nord-ouest d'Abidjan, deux temps forts ont marqué la commémoration de la journée, organisée par l'ONUCI en collaboration avec la Direction régionale de la Jeunesse, du Sport et de la Salubrité



publique, la jeunesse communale et le collectif de la Société civile.

Le premier événement, un cross populaire sur une distance de 4km, a mis en lice plus de 50 coureurs. Ensuite, une causerie-débat a été l'occasion pour l'ONUCI et la société civile d'entretenir 54 leaders de la jeunesse sur le rôle et les activités de l'ONUCI et sur leur contribution à la promotion d'un environnement apaisé en période électorale ainsi que la reconstruction du développement de la Côte d'Ivoire. La société civile a exhorté les jeunes à s'approprier le slogan « la paix garantit l'avenir de la jeunesse », tandis que des leaders des jeunes ont lancé des messages de paix à l'endroit de leurs pairs. C'est ainsi que le président de la jeunesse communale a appelé les jeunes à se placer au dessus des querelles partisans pour mettre le développement à l'avant.

Dans la capitale politique, **Yamoussoukro**, la représentante du maire, Massara Touré, a appelé la jeunesse à être le porte-flambeau de cette paix pendant et après les élections. Une table ronde autour du thème international et un cross populaire pour la paix ont meublé cette journée qui a vu la participation d'une centaine de personnes lors de ces deux événements.

A Djébonoua, jeunes, femmes, chefs, prennent un engagement pour la paix

Dans le centre du pays, un atelier de réflexion à Djébonoua, à 330 km au nord d'Abidjan, sur le thème « Contribution des populations de Djébonoua à l'instauration d'un environnement électoral apaisé », a donné lieu à un engagement par des représentants des jeunes, femmes et chefs traditionnels ainsi que les responsables de la radio locale à promouvoir un environnement électoral apaisé. Soulignant cet engagement, le maire de la ville, Konan Brou Annabelle, a déclaré: « à Djébonoua, nous marchons tous déterminés vers la paix car nous voulons nous en approprier et ne plus jamais la laisser s'enfuir ». Auparavant, elle avait demandé à ses administrés de « désarmer les langues et les plumes au moment où la Côte d'Ivoire aborde une phase cruciale du processus de sortie de crise et de s'armer d'amour, de charité et de

civisme pour mettre la paix au service des communautés ».

A Kani, un des trois départements du Worodougou, dans l'ouest du pays, c'est aussi par un cross populaire, sous le thème « Les jeunes de la région de Worodougou courent pour un environnement électoral apaisé », et un débat, que la journée a été célébrée sous la présidence du préfet de Kani, entouré du sous-préfet, de la députée et du maire de la ville.

A la fin du cross, tous les coureurs - parmi eux des élus tels que le premier adjoint au Maire et la députée - se sont retrouvés au Foyer des jeunes pour échanger sur le thème : « les valeurs de la culture de la paix pour un environnement électoral apaisé ».

Plusieurs messages de paix ont été émis, dont un par la députée, Massangbé Makani, à l'adresse de la classe politique. « Partis politiques soyons unis pour une Côte d'Ivoire unie et pour une élection apaisée », a-t-elle déclarée.

Pour le préfet, Koffi Kouamé, « l'organisation de ce cross et ce cadre d'échanges sur un environnement électoral apaisé ne sont pas un simple slogan, mais un appel aux jeunes à être les porte-flambeaux de notre marche ultime vers les élections devant restaurer définitivement la paix ».

Des activités ont aussi été organisées dans les autres départements du Worodougou : deux matchs de football, l'un féminin, l'autre masculin, à Mankono, et une soirée artistique et culturelle à Séguéla.

Biankouma n'est pas en reste

A Biankouma, aussi dans l'Ouest, la célébration de la Journée a eu lieu au Centre d'Accueil et d'animation des Jeunes Amélie Fristel, en présence du Préfet du département, du Conseil Général, du Maire et des représentants des services administratifs de la ville. Environ 700 membres de la société civile - chefs traditionnels et religieux, médias, associations féminines, groupements de la jeunesse - ont pris part à cette célébration, qui a permis à des représentants des différentes sections de l'ONUCI, des agences des Nations Unies et des autorités locales

d'adresser des messages de paix à un public composé en majorité de jeunes. La jeunesse a également joué au football pour la paix. Au cours de la rencontre féminin, l'équipe FC Amour a remporté le trophée ONUCI face à l'équipe La Joie par deux buts à zéro. Chez les garçons, c'est le FC Juventus qui a remporté le deuxième trophée ONUCI face au Club Maracana par 4 buts à 1. Les danses traditionnelles du terroir ont apporté une note spéciale à la célébration de la Journée Internationale de la Paix.

A Odienné, 800 km au nord-ouest d'Abidjan, la Journée a été marquée par un atelier de réflexion sur : « Jeunesse et promotion de la cohésion sociale en vue de la consolidation de la paix dans la région du Denguélé » et un tournoi de football dénommé tournoi de la concorde et de la paix. Le trophée de la paix de l'ONUCI a été remporté par le FC Solidarité par tirs au but après prolongation. Les participants ont suivi la projection d'un film sur les méthodes et stratégies de lutte non violente de Mahatma Gandhi, « A Force more Powerful ».

Enseignez les valeurs de la paix à l'école, disent les jeunes de l'Agnéby

C'est par une table ronde que l'ONUCI, en partenariat avec les associations de la société civile a commémoré la Journée à Adzopé, dans le département méridional de l'Agnéby. Ouvrant les débats, le président de la Jeunesse Communale d'Adzopé, Akei Jean Serges Pacific, a noté que l'oisiveté, le chômage, la pauvreté, l'alcoolisme et la drogue constituent des facteurs qui conduisent les jeunes aux troubles.

Les participants à cet échange ont recommandé que les jeunes se tiennent à l'écart des activités de désinformation et de propagande politique, source de conflits sociopolitiques. Ils ont également demandé la création et la promotion de structures coopératives de jeunes producteurs de biens agricoles et d'élevage, ainsi que la création d'un fonds de financement pour la mise en œuvre de microprojets dans les domaines socio-économiques et culturels. Pour pérenniser la paix les participants à cette table ronde ont appelé à l'introduction des enseignements éducatifs sur les valeurs de la paix dans les écoles.

Daloa : « Choisir ses dirigeants ne saurait signifier détruire sa société »

A Daloa, dans le centre-ouest, le premier adjoint au maire, Zana Ouattara, a invité la jeunesse à « saisir la perche qui nous est tendue par la Communauté internationale et cultiver cette valeur [la paix] surtout en ces moments où s'annoncent les grandes élections ». S'adressant à des équipes de jeunes qui ont participé à une chasse au trésor pour reconstituer des messages de paix, il a souligné que « se choisir des dirigeants ne saurait signifier détruire sa société. Bien au contraire, avant, pendant, et après les élections, nous devons préserver le climat de paix. » Joignant sa voix à celle du maire, Gérard Bahié de l'Organisation

internationale pour les migrations (IOM), qui était associée à cette célébration, a déclaré : « En célébrant la Journée de la paix avec la jeunesse de cette ville, nous pensons marquer les générations futures d'un esprit de paix. Jeunes, battez vous pour la paix et pour le développement de la nation ».

Duékoué : « L'existence harmonieuse de la cohésion sociale devrait permettre aux jeunes d'avoir plus de responsabilités »

A Duékoué 502 km au nord-ouest d'Abidjan dans la région du Moyen Cavally, la Journée a été marquée par un tournoi de football auquel ont pris part sept équipes dont deux féminines. Le Secrétaire général de la préfecture,

Robert Tibet Bi Kouamé, a souligné l'importance de cette journée consacrée à la Paix, avant d'exhorter les chefs traditionnels à annoncer auprès de leurs communautés « que la guerre était finie ».

Le représentant du Maire de Duékoué, Pascal Tchia Glou, a, pour sa part, noté que ce jour devrait permettre aux jeunes de prendre plus de responsabilités. « Le sport est un puissant facteur de cohésion sociale, il permet le renforcement de l'amitié, de la fraternité et devrait contribuer à la sortie de crise de la Côte d'Ivoire », a-t-il estimé.

La Journée s'est achevée par une projection du film « l'Otage » à la salle polyvalente de la mairie, suivie d'échanges avec les spectateurs.

Par Juliette Mandan Amantchi

LA JOURNÉE DE LA PAIX 2010 EN IMAGES



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi. © UN / ONUCI



Les chefs traditionnels ont participé aux activités de la journée. © UN / ONUCI



Les officiels de la cérémonie à Seboko, siège de l'ONUCI. © UN / ONUCI



Des compétitions sportives ont meublé la journée comme ici à Odienné. © UN / ONUCI

LE COORDINATEUR HUMANITAIRE S'IMPREGNE DES REALITES DES MILLE MICROPROJETS A BOUAKE



Ndolamb Ngokwey échange avec des bénéficiaires des 1000 microprojets © UN / ONUCI

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey, a ouvert le 27 septembre 2010, à Bouaké, les travaux d'une retraite organisée par l'Unité Protection de l'Enfance de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI). M. Ngokwey, qui est également le coordonnateur humanitaire des Nations Unies en Côte d'Ivoire, a saisi cette occasion pour effectuer une visite des projets financés par l'ONU CI dans le cadre des 1000 Microprojets en faveur des ex-combattants, jeunes à risque et femmes affectées par la crise ivoirienne.

La visite a été précédée par une séance de travail avec la Division Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) de l'ONU CI, des acteurs humanitaires et l'ONG NASSAIB, structure de mise en œuvre des 1000 Microprojets dans la région de

la Vallée du Bandama. Lors de la séance, Pierrot Mutombe, de la Division DDR a expliqué comment les 1000 microprojets ont contribué à occuper les ex-combattants à des activités de réinsertion au détriment des armes. Il a précisé qu'au total 125 bénéficiaires se sont investis, dans la région, dans l'élevage, le commerce, l'agriculture et d'autres domaines avec l'appui technique de l'ONG NASSAIB.

L'ONG NASSAIB a mis en place une plate-forme avec ses partenaires. Cette plate-forme a constitué un projet de fonds de solidarité pour pérenniser et suivre les initiatives des 1000 microprojets à long terme. Selon NASSAIB, cela est un facteur primordial pour un environnement électoral apaisé. Le projet a été présenté au coordonnateur humanitaire.

Après cette étape, le Coordonnateur Humanitaire a rencontré au quartier Nimbo de Bouaké, les femmes de

l'association « Siavoué » [le nom signifie « ayez pitié de nous » en baoulé, la langue locale], bénéficiaires d'un projet d'élevage de volailles. M. Ngokwey a encouragé les femmes à persévérer en vue d'assurer leur autonomie. « Tant que nous verrons en vous la volonté de travailler, d'entreprendre, nous allons vous appuyer », leur a-t-il promis.

Après avoir visité ce projet, qui avait commencé avec 500 poussins à sa création en avril dernier pour s'enrichir à ce jour de 1000 têtes (poussins et pondeuses), M. Ndolamb a souligné avoir constaté chez les bénéficiaires une réelle volonté de s'approprier l'aide reçue pour se construire un avenir radieux. C'est pourquoi, dira-t-il, « une extension est prévue pour la réinsertion des ex-combattants et des personnes vulnérables ».

Par Charles Dago Toutoupko

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION LA "FORCE DE LA PAIX" SUR LE SITE :

www.onuci.org

L'ONU CI SENSIBILISE UNE TRENTAINE DE FEMMES SUR LA PREVENTION ET LA GESTION DES CONFLITS A KORHOGO

Plus d'une trentaine de femmes ont participé, le 2 septembre 2010 à Korhogo, à 580 km au Nord d'Abidjan, à un atelier de formation sur la « contribution des femmes dans la prévention et la gestion des conflits pour une cohésion sociale », organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), en collaboration avec l'ONG Femmes de Salem Internationale.

L'atelier, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'échanges interculturels pour la cohésion sociale entre les femmes de Tiassalé, ville du sud du pays, et de Waraniéré, près de Korhogo, visait à leur donner des connaissances de base en matière de négociation et de règlement des conflits.

Selon la formatrice Ebah Tanoh, Administrateur des affaires civiles de l'ONU CI, « Les femmes doivent s'engager fermement à promouvoir la cohésion sociale dans leurs régions respectives, par l'appropriation des pratiques et des valeurs liées à la culture de la paix ».

« Les femmes du nord, en acceptant celles du sud ici à Waraniéré, ont traduit dans les faits la cohésion tant recherchée. Ce sont des gestes à encourager » a-t-elle ajouté lors de l'atelier.

Pour Boussou Bintou Coulibaly, Présidente de l'ONG Femmes de Salem Internationale, cet atelier vient à point nommé, car « on ne peut parler de cohésion sociale, sans parler de prévention et de gestion des conflits. »

Expliquant la raison de l'organisation de l'atelier, elle a dit : « Nous avons voulu susciter la fraternité et la solidarité entre ces femmes pour ainsi briser le mur de méfiance entre les peuples. Nous pensons qu'au sortir de cette session de formation, ces femmes seront des ambassadrices de la paix dans leurs



Les femmes entendent désormais jouer un rôle plus important dans la prévention et la gestion des conflits. © UN / ONU CI



Photo de famille. © UN / ONU CI

régions respectives ».

L'atelier a porté sur divers modules, dont « l'approche définitionnelle de la cohésion sociale », « les indicateurs de cohésion sociale », « quelques valeurs à promouvoir pour prévenir les conflits » et « les techniques de gestion et de résolution des conflits ».

La trentaine de participantes a fait des recommandations relatives à la formation des leaders communautaires en prévention et gestion des conflits, la sensibilisation des populations face aux manipulations politiques et aux rumeurs, l'association des femmes à la prise de décisions dans leurs communautés et la multiplication des

rencontres entre femmes des différentes régions de la Côte d'Ivoire.

L'ONG Femmes de Salem Internationale a bénéficié de l'appui financier et logistique de l'ONU CI, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de la Suisse, pour l'exécution de ce projet.

L'appui de l'ONU CI participe des actions visant à impulser et soutenir les initiatives de réconciliation et de cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

Par Bakary Bakayoko

OURAGAHIO ET GRAND BEREBY BENEFICIENT DE PROJETS A IMPACT RAPIDE DE L'ONUCI



L'ex-Ministre Sébastien Dano Djedje lors de l'inauguration d'un QIP. © UN / ONUCI

L'*Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), dans son objectif d'accompagner la sortie de crise ivoirienne, a poursuivi durant le mois de septembre 2010, ses projets à impact rapide (QIPs) visant à contribuer aux efforts de réconciliation et de renforcement de la cohésion sociale.*

C'est dans cette perspective que le village de Magbéhigoépa, à 12 km à l'est de Ouragahio, et à 34 km de Gagnoa, a reçu officiellement de l'ONUCI, trois projets estimés à dix-huit millions de FCA et composés d'une pompe hydraulique villageoise, de chaises, de bâches et d'une batterie de sonorisation. L'ONUCI s'est par ailleurs engagée, dans le cadre des 1000 microprojets et au profit des anciens combattants et groupes à risque, à financer la plantation d'une centaine d'hectares de pépinières d'hévéas en vue de leur commercialisation.

Cette contribution de la mission onusienne vise à soutenir les efforts de réconciliation et de renforcement de la cohésion sociale après la tension latente, mais tout de même perceptible dans cette localité à la suite

d'affrontements entre autochtones et populations malinkés au lendemain de la crise survenue en septembre 2002. Une crise qui, faut-il le rappeler, avait mis à mal la cohabitation au sein de ce village carrefour d'environ 2000 habitants, jadis considérée comme une « mini » Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du fait de sa population très composite.

El Hadj Bara Dieng, de la Section des Affaires civiles, a saisi cette occasion pour faire un plaidoyer en faveur d'un environnement électoral apaisé qui devrait, selon ses propos, se manifester à travers des élections libres et transparentes. « Il est important que les élections se déroulent dans le calme afin de permettre à la Côte d'Ivoire de retrouver enfin la voie de la relance et du développement. Pour cela, chaque électeur doit exprimer son choix, de manière libre et sans aucune contrainte », a-t-il souligné. En présence de la chefferie traditionnelle, des notables et de la communauté allogène, et pour prouver que le conflit est loin derrière les habitants de Magbéhigoépa, le jeune chef du village Aristide Désiré Koudou a rappelé la décision des autochtones de faire entrer des membres de la

communauté malinké dans le bureau de la chefferie locale, à l'issue de la cérémonie de réconciliation organisée en juillet 2009 par Sébastien Dano Djédjé, alors Ministre de la Réconciliation nationale.

De son côté, le président du Comité de réconciliation et de suivi, Abou Charles Tokro, a affirmé que la tâche confiée à celui-ci a porté ses fruits, avec la rétrocession de 95% des plantations par les populations autochtones à leurs propriétaires allogènes.

Pour sa part, le Sous-préfet d'Ouragahio, Gisèle Makré, a estimé que la date du 5 juillet 2009, retenue comme celle qui a scellé la réconciliation par un accord de cohabitation pacifique et pour le retour des allogènes dans le village, restera gravée dans les mémoires des populations de Magbehigouépa. Elle a ensuite exhorté « les bénéficiaires des projets à en faire un bon usage, en suggérant notamment la mise en place d'un comité de gestion ».

Toujours dans le cadre du Programme QIPs, l'ONUCI a inauguré, le 16 septembre à Gbôrô, village de la sous-

préfecture de Grand Béréby, à 40 km de San Pedro, un bâtiment de trois classes qu'elle a financé à hauteur de onze millions de francs CFA.

A cette occasion, M. Dieng a rassuré les bénéficiaires « de l'appui constant de l'ONUCI pour le retour de la paix et de la cohésion au sein de toutes les populations, sans distinction d'origines, de localisation, de sexe et d'âge ». Présidant la cérémonie, le Ministre Sébastien Dano Djédjé s'est félicité des bons rapports que chef de la mission onusienne, Y. J. Choi, entretient avec les autorités ivoiriennes. « Depuis la présence de M. Choi, le Système des Nations Unies a mieux compris la crise ivoirienne », a-t-il souligné.

Satisfaction aussi du Sous-préfet de Grand Béréby, Apollinaire Zigré Dabié, et du Maire Nemlin Doudou. « Ouvrir l'école dans une contrée comme Gbôrô, c'est ouvrir les portes de la réussite pour la génération future et celles d'un meilleur avenir pour les enfants », dira ce dernier.

Pongaté Abraham Sanogo, Directeur régional de l'Education nationale, s'est engagé, pour sa part, à faire affecter des enseignants à l'EPP Gbôrô en fonction des besoins de l'école. Il a donc invité avec insistance les parents à scolariser leurs enfants et remercié l'ONUCI pour son assistance à la Côte d'Ivoire et son appui à l'éducation nationale.

Pour lui, le financement du projet est une œuvre de paix qui participe du développement du pays.

L'ONUCI avait inauguré un projet similaire, en décembre 2009, à Pont Brimé, village de la sous-préfecture de San Pedro.

Initié par les populations et soutenu par le Ministère de la Réconciliation nationale et des relations avec les institutions, en étroite collaboration avec le corps préfectoral, le projet de Gborô avait été identifié à la suite du règlement d'un conflit de chefferie par le ledit ministère.

Par Michel Man

L'AVIATION GHANEENNE DE L'ONUCI VOLE AU SECOURS DE LA POUPONNIERE DE BOUAKE

Une machine à laver, des produits de première nécessité, notamment de la tomate concentrée, du savon, des détergents, de l'eau minérale, du lait, des œufs et des sacs de maïs, ont été offerts à la pouponnière du chef-lieu de la région de la Vallée du Bandama par l'unité de l'aviation ghanéenne. Ces soldats de la paix qui retournent dans leur pays à l'issue d'une année passée sur le sol ivoirien, voulaient sacrifier à une tradition bien établie.

Selon le colonel Maxwell Nagai, cette habitude initiée depuis l'arrivée de la première section de ce corps de l'armée ghanéenne doit se poursuivre pour le bonheur des locataires de la pouponnière. « Notre départ ne changera rien à nos habitudes. Entretenez de bonnes relations avec nos successeurs pour que la collaboration puisse continuer », a-t-il dit, les rassurant ainsi de la disponibilité du prochain redéploiement.

La directrice de la pouponnière de Bouaké, Mariame Adé, s'est réjouie de cet énième acte humanitaire des militaires de l'ONUCI depuis leur



Le commandant de l'unité d'aviation ghanéenne remettant des dons. © UN / ONUCI

déploiement dans la zone. Elle a rappelé qu'à chaque arrivée et départ, ceux-ci viennent témoigner de leur compassion en apportant des cadeaux et d'autres dons.

Elle a également remercié la Mission onusienne à travers l'aviation ghanéenne qui ne cesse d'apporter une assistance salvatrice à ces enfants vulnérables et ce, depuis l'avènement de la crise.

Ce don, faut-il le rappeler, vient apporter un immense soulagement face aux nombreux besoins de la pouponnière, qui compte 36 orphelins ou enfants abandonnés, âgés de 0 à 21 ans.

La chorale de l'aviation ghanéenne a donné une ambiance pleine de gaieté à la cérémonie, rehaussée de la présence du pastoralat du bataillon du même pays, basé à Bondoukou.

Par Prisca Souamahoro